

22 octobre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Anders Fogh Rasmussen, Premier ministre du Danemark, sur la préparation financière de l'élargissement, notamment concernant les aides agricoles aux nouveaux pays membres de l'Union européenne, Paris le 22 octobre 2002.

LE PRESIDENT - Un mot pour dire d'abord ma reconnaissance et ma joie d'accueillir le Premier Ministre RASMUSSEN, venu terminer à Paris sa tournée des capitales dans le cadre de la présidence danoise. J'ai tenu à rendre hommage à la qualité et à l'efficacité de la présidence danoise. Dans une période difficile, avec des décisions importantes à élaborer et à prendre, la présidence danoise a fait preuve à la fois de diplomatie, de fermeté et de vision pour l'Europe. Dans ce contexte, nous avons évoqué, d'une part, l'élargissement de l'Union et, d'autre part, le problème spécifique, et qui doit être réglé, de Kaliningrad.

Sur l'élargissement, bien entendu, la France a fait connaître son sentiment, vous le connaissez, et a tenu à apporter une contribution à la recherche d'un compromis acceptable pour l'ensemble des Quinze mais aussi des pays candidats.

Chacun comprend que nous devons tous faire un effort, notamment sur le plan financier, pour maintenir l'ensemble des dépenses européennes dans un plafonnement acceptable pour tous. Dans ce contexte, la France a renouvelé sa conviction qu'on ne pouvait pas remettre en cause la politique agricole commune avant 2006 mais qu'au-delà, on devait naturellement rechercher des solutions acceptables par tous, d'une part par le plafonnement des dépenses et, d'autre part, par l'examen de toutes les dépenses, c'est-à-dire non seulement les dépenses agricoles mais également les dépenses des fonds structurels ou celles liées au chèque britannique, qui a aujourd'hui moins de justification qu'hier.

La présidence danoise aura sans aucun doute une lourde tâche pour trouver une solution acceptable par tous mais elle y met, je le répète, beaucoup de diplomatie et de respect de l'intérêt général. Et donc tout sera fait pour l'aider dans cet objectif, l'essentiel étant de décider à Bruxelles pour pouvoir décider définitivement et officiellement à Copenhague.

Pour ce qui concerne Kaliningrad, nous nous en remettons à la sagesse de la présidence en souhaitant que toutes les exigences soient prises de la même façon en compte, et notamment les exigences légitimes de la liberté de circulation des citoyens russes.

Enfin, j'ai évoqué avec le Premier Ministre les grandes inquiétudes en ce qui concerne la situation des opérateurs et des fabricants d'équipement de télécommunications, et plus généralement la situation du secteur des télécommunications. Je lui ai dit qu'en fonction de la décision de la présidence, je saisiserais le Conseil soit par une intervention, soit par une saisie écrite de la Présidence, de façon à obtenir que la Commission prenne une initiative dans ce domaine sinistré.

LE PREMIER MINISTRE RASMUSSEN - Monsieur le Président, merci beaucoup, je vous remercie de la bienvenue à Paris et je voudrais profiter de l'occasion pour apprécier votre support de la présidence danoise de l'Union européenne. C'est la tâche de la présidence de bien préparer le

Conseil européen de Bruxelles et c'est la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui. Nous avons eu une rencontre très profitable et j'ai constaté une large entente sur les questions discutées.

Concernant le sommet de Bruxelles, je voudrais parler en anglais.

Nous allons faire face à un sommet européen extrêmement important à Bruxelles, jeudi et vendredi. Ceci marquera la première étape du dernier stade de l'accession des pays candidats. A présent, nous allons fixer un calendrier et un objectif très clairs : nous avons l'intention de conclure les négociations avec dix pays candidats au sommet de Copenhague au mois de décembre.

A Bruxelles, le problème principal sera le problème de la décision sur le paquet financier. Et je voudrais souligner trois points importants. Tout d'abord, la présidence danoise recommande d'accepter la proposition de la Commission en ce qui concerne l'aide directe aux revenus. La proposition, ainsi que vous le savez, recommande une aide directe de 25 % et ensuite une augmentation graduelle. En ce qui me concerne, c'est une proposition qui est juste et équilibrée et qui servira de bonne base pour la finalisation des conclusions avec les pays candidats.

En fait, la présidence danoise s'en tient au calendrier selon lequel nous devons présenter une proposition, une position commune au sein de l'Union européenne afin de pouvoir finaliser avec les pays candidats pour le sommet de Copenhague au mois de décembre.

Mon dernier point : il faut absolument que nous arrivions à une décision sur le paquet financier au sommet de Bruxelles. Si nous ne sommes pas en mesure d'arriver à une décision, nous ne serons pas non plus en mesure de respecter le calendrier qui a déjà été déterminé car il faudra ensuite plusieurs semaines afin de finaliser les décisions, les négociations. Donc il est absolument important, essentiel, que nous arrivions à une décision au sommet de Bruxelles cette semaine.

Après ma tournée auprès de mes collègues européens, je suis en mesure de conclure que ce sera une négociation et un sommet extrêmement difficiles à Bruxelles. Je suis également convaincu que les dirigeants européens responsables se rendront compte que c'est là une occasion historique, l'occasion de réunifier l'Europe après des années de division. Et donc, je suis convaincu que les décisions nécessaires seront prises et ne seront pas gênées par des négociations ou des problèmes financiers, des détails financiers.

QUESTION - Monsieur le Président, comme vous venez de le dire, même avec le oui en Irlande, la route vers l'élargissement est pavée de problèmes. Parmi eux, la politique agricole commune où la France et l'Allemagne ont des positions très différentes. Quel est l'effort que la France est prête à faire ? Et, si je peux me permettre, Monsieur le Président, concernant l'Iraq, vous avez dit que l'option militaire n'est pas une fatalité. N'y a-t-il pas un risque que le climat entre la France et les Etats-Unis se dégrade ?

LE PRESIDENT - Comme vous êtes de la télévision danoise, je voudrais à nouveau dire ma reconnaissance et mon estime à la présidence danoise qui, dans un contexte qui n'était pas facile, a fait jusqu'ici un travail remarquable. Et je ne doute pas qu'elle continuera. C'est la raison pour laquelle, malgré les difficultés, la France fera le maximum pour apporter son appui à la présidence danoise.

C'est vrai qu'il y a une divergence de vues au sein de l'Europe sur les problèmes de politique agricole commune, une divergence de vues en particulier, et dont on peut comprendre les raisons, entre l'Allemagne et la France. Et, pour vous dire la vérité, nous nous efforçons actuellement, par des contacts bilatéraux fréquents, suivis, de sortir de cette divergence de vues dans le cadre d'un compromis acceptable pour les deux pays. Pour l'Allemagne, c'est essentiellement la maîtrise des dépenses agricoles et on peut comprendre son intérêt dans ce domaine et l'admettre. Pour la France, c'est le maintien d'une politique agricole commune qui permette à l'Europe d'exister dans le monde sur le plan agricole, et notamment la possibilité de nourrir la planète et donc d'exporter, donc de produire.

J'espère que nous arriverons, je pense que nous arriverons à un compromis entre ces deux thèses et j'en suis même tout à fait certain. Je remercie la présidence danoise qui est tout à fait déterminée à apporter tout son soutien à la recherche d'un compromis qui pourrait ainsi rallier l'ensemble.

Sur l'Iraq, je vous rassure en ce qui concerne les relations entre les Etats-Unis et la France. Elles

Sur l'Iraq, je vous rassure en ce qui concerne les relations entre les Etats-Unis et la France. Elles sont très anciennes, elles sont bonnes et le resteront mais elles ne sont pas fondées sur l'idée que les Etats-Unis ont toujours raison et qu'il suffit d'approuver ce qu'ils disent ou ce qu'ils font pour être dans le vrai. Ce n'est pas notre vision des choses. Nous avons notre propre appréciation des choses et nous le disons. Nous ne le disons pas de façon agressive mais nous l'exprimons quand cela nous semble nécessaire.

J'ai dit, et je répète, que la guerre est toujours la pire des solutions. Et tout doit être fait pour atteindre un objectif, dans le cas particulier la certitude du désarmement en matière d'armes de destruction massive de l'Iraq, mais en envisageant d'abord toutes les possibilités avant de penser à la guerre, dans une région qui, je l'ai déjà dit, n'a pas besoin d'une guerre supplémentaire. Voilà notre position.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, le coût estimé de l'élargissement a été fixé à peu près par la Commission à 40 milliards d'euros, c'est le coût en tous cas envisagé par la Commission. Est-ce que cela reste une base de discussion pour le sommet de Bruxelles ou est-ce que cela peut-être remis en question ? Et, deuxième question, M. BARNIER hier a proposé la création d'un poste de secrétaire de l'Union européenne, qui revient à la suite de toute la discussion sur une présidence de l'Union européenne. Qu'en pensez-vous ? M. RASMUSSEN - En ce qui concerne le budget et le coût de l'élargissement, tout d'abord, je ne pense pas que les montants détaillés seront discutés à Bruxelles. Mais je voudrais simplement rappeler que la proposition de la Commission, telle qu'elle est, permet l'élargissement sans dépenser un euro supplémentaire. Et cela, c'est un fait. Il faut mettre les choses en perspective. De quel montant parlons-nous ? Nous parlons d'un montant qui est de l'ordre de 20 à 30 euros par citoyen européen par an. C'est un tout petit prix à payer pour la réunification de l'Europe et, je le répète, c'est toujours dans le cadre budgétaire actuel.

Deuxièmement, en ce qui concerne la position de M. BARNIER, je dois dire que je n'en connais pas tous les détails mais je vais parler maintenant en tant que Premier ministre danois. La position danoise est que nous sommes réticents à avoir un Président du Conseil élu.

Naturellement, dans une Europe à 25 Etats membres, nous ne pourrions pas fonctionner comme nous l'avons fait jusqu'à présent et des réformes devront être apportées. Mais je dois dire que je crains fort qu'avec un Président élu, on aura tendance à favoriser les positions des plus grands pays au détriment des plus petits. Et la position de l'Europe, c'est que tous les pays doivent être traités sur un pied d'égalité. Mais nous n'allons pas prendre de décision à ce sujet au cours de la présidence danoise, c'est un sujet qui sera décidé au cours des présidences ultérieures.

LE PRESIDENT - De toute façon, il faut attendre le rapport de la Convention. Je vous remercie.